



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

**ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale**

N° *DCL-BRENV-2021-6-1*

**Nom**

**EARL MASSOT**

**Ferme de la Motte**

**120 impasse de la Motte**

**71470 SAINTE CROIX**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles dite « directive IED » ;

Vu la décision d'exécution 2017/302/UE du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dites « MTD » pour l'élevage de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 3660-a ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels,

Vu l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2020-210-1 en date du 28 juillet 2020 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 3 octobre 2020,

Vu l'ordonnance n° E20000032-21, en date du 15 juin 2020 où M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon, a nommé Madame Séverine OPSOMER en qualité de commissaire enquêteur,

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public,

Vu la publication de cet avis les vendredis 14 août et 4 septembre 2020 dans le journal de Saône-et-Loire et dans l'Exploitant Agricole les 7 août et 4 septembre 2020,

Vu le récépissé de déclaration en date du 11 décembre 2017 pour l'exploitation d'un élevage de 20500 faisans et ou perdrix,

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 30 décembre 2019, complétée le 19 mars 2020 par l'EARL MASSOT dont le siège social est situé au 120 impasse de la Motte 71470 SAINTE CROIX EN

BRESSE en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter un élevage de 60 000 poulettes sur la commune de SAINTE CROIX EN BRESSE.

Vu le rapport de recevabilité en date du 13 avril 2020 de la dite demande établi par l'inspection de l'environnement ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 28 mai 2020 émis par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Bourgogne Franche-Comté,

Vu les avis émis par les conseils municipaux de SAINTE CROIX EN BRESSE, SAINTE CROIX EN BRESSE, LA CHAPELLE NAUDE, BRUAILLES, MONTPONT-EN-BRESSE et FRONTENAUD

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,

Vu le rapport et les conclusions établis par le commissaire enquêteur en date du 3 novembre 2020,

Vu le rapport et les propositions en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 de l'inspection de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 19 décembre 2020 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale préfectorale,

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant que les remarques soulevées lors de la phase d'examen et lors de l'enquête publique ont fait l'objet de réponses de la part du pétitionnaire et font l'objet de prescriptions au présent arrêté autant que nécessaire,

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentées par les installations,

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial,

Considérant que l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à l'élevage de volailles,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'EARL MASSOT dont le siège social est situé au 120 impasse de la Motte 71470 SAINTE CROIX EN BRESSE est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINTE CROIX EN BRESSE, un élevage de 60 000 poulettes et 29900 faisans et/ou perdrix.

##### **Article 1.1.2 - Élevage relevant de la directive IED**

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique IED principale est la rubrique 3660 relative aux élevages intensifs et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF (document de référence dans l'Union Européenne sur les élevages intensifs de porcs et volailles).

## CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement*	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Élevage intensif de volailles Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660-a*	Autorisation	89 900 places
Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> .....Autorisation 2. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> .....Enregistrement 3. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000m <sup>3</sup> .....Déclaration	1530	Non classé	23 m <sup>3</sup> 2 cuves de 1 tonne pour le gibier et 1 cuve de 3,2 tonnes pour les poulettes
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> .....Enregistrement b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15000 m <sup>3</sup> . .....Déclaration 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> .....Autorisation b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup> .....Déclaration	2160	Non classé	108 m <sup>3</sup> Silos verticaux d'aliments volailles
Combustion à l'exclusion des établissements visés par les rubriques 2770 2771 2971 ou 2931 A- Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1	2910	Non classé	186,5 KW

Nota : Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.

A : Autorisation

NC : Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

L'établissement est classé au titre de la Directive IED (Industrial Emissions Directive) n°2010/75/EU du 24 novembre 2010 (directive remplaçant la directive IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control) n°2008/01/CE du 15 janvier 2008) pour l'exploitation d'un élevage de volailles pour un effectif supérieur à 40 000 emplacements. La rubrique 3660 a été créée par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées. Ce décret est survenu dans le cadre de la transposition de la directive IED.

Cette directive oblige les projets à aligner leurs performances environnementales sur celles des meilleures techniques disponibles. Ainsi, le BREF élevage définit les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'ammoniac des plus grandes exploitations.

#### **Article 1.2.2 - Situation de l'établissement**

Le site est localisé au lieu-dit « Ferme de la Motte » 120 impasse de la motte 71470 SAINTE CROIX EN BRESSE.

Atelier gibier existant : section A, parcelles 35, 36, 576, 591 et 592

Projet bâtiment poulettes : section A, parcelle 95

#### **Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées**

Les installations sont composées de :

- six bâtiments d'élevage existants avec un sas sanitaire par bâtiment, accueillant 29900 emplacements de gibier (faisans et/ou perdrix),
- 4 ha de volières pour le gibier,
- d'un bâtiment d'élevage (en projet) avec sas sanitaire permettant d'accueillir 60 000 poulettes. Ce bâtiment a une surface de 1680m<sup>2</sup> et sera équipé de 3 lignes de volières à 2 étages,
- un hangar de stockage des fientes permettant le stockage d'environ 370 tonnes de fientes,
- un hangar utilisé pour le stockage de paille et de matériel ;
- 3 silos verticaux de 26 m<sup>3</sup> pour l'élevage de poulettes,
- 3 silos verticaux de 10 m<sup>3</sup> pour l'élevage de gibier,
- un local équarrissage,
- 3 cuves de gaz permettant le stockage de 5,2 tonnes de gaz,
- une fosse de 5m<sup>3</sup> pour collecter les eaux des sas sanitaires,
- une fosse de 20 m<sup>3</sup> pour collecter les eaux de nettoyage du bâtiment poulettes.

Pour l'atelier gibier : les bâtiments accueillent 10000 perdrix et 19900 faisans. Ils sont élevés exclusivement en bâtiment jusqu'à 6 semaines, puis ont un accès progressif jusqu'aux volières.

Les perdrix sont élevées jusqu'à 15 semaines et les faisans jusqu'à 22 semaines environ.

Pour l'atelier poulettes : Ce bâtiment accueillera des poussins d'un jour et seront élevés jusqu'à 17 semaines, âge de maturité de ponte.

Chaque année l'EARL MASSOT produira 2,4 bandes de poulettes.

Entre chaque lot un vide sanitaire sera effectué. Cette période de transition d'une quinzaine de jours permettra le curage et le nettoyage et la désinfection des locaux.

L'ensemble des effluents produits sur le site d'élevage sont valorisées en amendement organique normalisé conforme à la norme NFU 44-051.

Les installations citées dans le présent article sont reportées sur les plans en annexe I.

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives à compter du jour de sa notification, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite du projet.

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.5.3 - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacements**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

### **Article 1.5.5 - Changement d'exploitant**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois qui suivent le transfert.

### **Article 1.5.6 - Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-1, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la vidange des équipements (fosses de stockage des effluents, cuves de stockage, silos....)
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

## **CHAPITRE 1.6 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 1.6.1 - Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.183-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement,

les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.7 - RÉGLEMENTATION

### Article 1.7.1 - Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après (liste non exhaustive) :

21/02/17	Conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles issues du BREF élevages intensifs.
15/02/17	Décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil, pour l'élevage intensifs de volailles.
27/12/13	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101,2102,2111 et 3360 de la nomenclature des installations classées.
23/10/13	Arrête ministériel relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets.
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

### Article 1.7.2 - Compléments, renforcements des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celle du titre II.

### Article 1.7.3 - Respect des autres législations et réglementations

Le présent arrêté d'autorisation environnementale fixe en outre les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement pour le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement en complément des prescriptions générales applicables précitées, sans préjudice des autres législations et réglementations applicables notamment le code rural et de la pêche maritime, le code de la santé publique....

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

---

### CHAPITRE 2.1 - COMPLÉMENTS RENFORCEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Une plate-forme de 40 m<sup>2</sup> doit être réalisée devant le hangar à fientes afin de permettre le ramassage complet d'un déversement accidentel de fientes et éviter une pollution des eaux de ruissellement.

Les travaux pour la réalisation du futur bâtiment poulettes devront se faire hors période de reproduction de la faune locale.

## CHAPITRE 3.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

### Article 3.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles répertoriées dans le BREF-élevages, qu'il a définies dans son dossier d'autorisation. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur :

- un système de management environnemental et suivi des évolutions concernant les techniques mises en œuvre au sein de son élevage,
- une bonne organisation interne (présence quotidienne sur l'exploitation et contrôle régulier des équipements),
- une alimentation multi-phasage et une stratégie nutritionnelle permettant de réduire l'azote et le phosphore excrétés par les animaux,
- une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public
- une utilisation rationnelle de l'énergie,
- une réduction des émissions sonores, des émissions de poussières et des odeurs,
- la mise en place de technique pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement des volailles et respecter le niveau d'émission associé fixé,
- un respect du plan d'épandage,

Les meilleures techniques disponibles sont recensées dans des référentiels européens (BREF) disponibles sur le site : [www.aida.ineris.fr](http://www.aida.ineris.fr)

L'exploitant doit prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques, accidentels, directs ou indirects, de matières ou de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement.

### Article 3.1.2 - Périmètre d'éloignement

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

## **CHAPITRE 3.2 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - BIODIVERSITÉ**

### **Article 3.2.1 - Propreté**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues et de déchets.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...)

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les bâtiments dans l'environnement local.

### **Article 3.2.2 - Biodiversité**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation notamment en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de types d'espèces locales, bosquets talus enherbés, points d'eau.

## **CHAPITRE 3.3 - DANGER OU NUISANCE**

Tout danger ou nuisance susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

---

## **TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES ET ACCIDENTS**

---

## **CHAPITRE 4.1 - PRINCIPES DIRECTEURS ET DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

### **Article 4.1.1 - Voies de circulation**

Les voies de circulation internes à l'élevage sont entretenues de telle sorte qu'elles ne soient pas à l'origine de pollution des accès et des eaux de ruissellement.

## **CHAPITRE 4.2 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

### **Article 4.2.1 - Protection interne**

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs de capacité et de nature différente appropriée aux risques à combattre et répartis sur le site aux endroits stratégiques :

- extincteurs CO2 de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,
- extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène et du stockage de gaz

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.



## Article 4.2.2 - Protection externe

Le site dispose d'une réserve de 450 m<sup>3</sup> située sur la parcelle cadastrée A n° 35, facilement accessible et d'un poteau d'incendie diamètre 100 mm, débit sous 1 bar : 36 m<sup>3</sup> /h, implanté en face du futur bâtiment poulette.

La réserve assurant les volumes requis, qu'elle soit artificielle ou naturelle, doit être utilisable par tous temps en toutes saisons, son efficacité ne devra pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques. Elle doit répondre aux caractéristiques suivantes :

1. L'accès à l'aire d'aspiration doit être adapté aux engins d'incendie et suffisamment dimensionné.
2. L'aire d'aspiration d'une surface de 32 m<sup>2</sup> (4mX8m), devra présenter une résistance au sol permettant la mise en station d'un engin pompe (≈16 tonnes). Cette aire sera dotée d'une pente de 2 % afin d'évacuer les eaux de ruissellement. Elle sera équipée d'un dispositif fixe de calage des véhicules.
3. Un dispositif fixe d'aspiration, permettant le raccordement à la pompe de l'engin en aspiration, pourra compléter ce dispositif.

Chaque nouveau point d'eau incendie public doit faire l'objet d'une visite de réception, avant ouverture, par le maître d'ouvrage ou l'installateur, avec rédaction d'une fiche de liaison à demander auprès du SDIS.

## CHAPITRE 4.3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Elles sont contrôlées au moins tous les cinq ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur de l'environnement.

---

## TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 5.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

#### Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'approvisionnement en eau de l'élevage sera assuré par l'adduction d'eau publique.

#### Article 5.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable

La canalisation d'arrivée d'eau du réseau communal sur le site d'exploitation est équipée d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable ou tout autre dispositif équivalent. Une maintenance annuelle de ce dispositif doit être assurée.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau du site. Un relevé des consommations est réalisé régulièrement pour permettre une amélioration de la gestion des ressources en eau et une identification rapide des éventuelles fuites.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

### CHAPITRE 5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Les eaux pluviales des toitures de l'ensemble des bâtiments (gibier+poulettes) sont collectées par des gouttières et rejoignent le milieu naturel.

### CHAPITRE 5.3 - GESTION DES EAUX USÉES

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Pour l'atelier gibier : entre deux bandes, les eaux de nettoyage des bâtiments sont retenues par la litière des animaux.

Pour l'atelier poulettes : les eaux de nettoyage sont collectées dans une fosse de 20 m<sup>3</sup>, puis épandues sur les parcelles situées à l'Est du bâtiment.

Concernant les eaux des sas sanitaires : celles-ci sont collectées dans une fosse de 5 m<sup>3</sup> et reprises par un vidangeur agréé.

### CHAPITRE 5.4 - GESTION DES EFFLUENTS

#### Article 5.4.1 - Règles générales

Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des effluents.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux et des sols.

#### Article 5.4.2 - Identification des effluents

Type d'effluents ou de déjections	Masse produite annuellement
Fientes	362 tonnes

Atelier gibier : production de 16 tonnes d'effluents par an ; Le fumier est valorisé en fertilisant organique conforme à la norme NFU 44-051.

Dans chaque bâtiment d'élevage, les fientes fraîches sont directement mélangées à la paille, afin d'obtenir un fumier compact, pendant toute la durée de la bande, à savoir 24 semaines pour les faisans et 17 semaines pour les perdrix.

Le fumier est stocké en salle d'élevage en attendant sa commercialisation.

Atelier poulettes : Les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis sous chaque ligne d'alimentation et transférées vers le hangar à fientes tous les 2 à 3 jours.

L'ensemble des fientes (346 tonnes environ) seront valorisées en fertilisant organique normalisé conforme à la norme NFU 44-051.

En cas de non-conformité du produit, l'ensemble des effluents sera repris par la société SAS LELEDY à Allériot (71).

Les fertilisants seront reprises et commercialisées par le GROUPE DAUPHINOISE 38200 VIENNE.

Aucun épandage d'effluents sur des parcelles n'est prévu à l'exception des eaux de lavage du bâtiment poulettes.

### Article 5.4.3 - Normalisation des fientes de volailles

L'exploitant réalise l'ensemble des analyses nécessaires à la justification du respect de la norme envisagée (fréquence, paramètres imposés). Les prélèvements sont effectués selon un protocole défini et tenu à la disposition des installations classées.

Un prélèvement représentatif de chaque lot sera effectué et transmis à un laboratoire d'analyse agréé pour déterminer les paramètres agronomiques : pH, %MS, %MO, N, NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, MgO.

Un prélèvement représentatif sera effectué deux fois par an et transmis à un laboratoire d'analyse agréé pour vérifier la conformité du produit sur les paramètres suivants :

- Éléments traces métalliques,
- Critères microbiologiques,
- Inertes et impuretés,
- Composés traces organiques.

## CHAPITRE 5.5 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE DES EAUX DE LAVAGE

Les effluents autorisés à l'épandage sont les eaux de lavage du bâtiment poulette, elles répondent aux caractéristiques suivantes :

Effluents	Quantité à épandre	Azote total	Phosphore	Potasse
Eaux de lavage	48 m <sup>3</sup>	19,2 kg	9,6 kg	72 kg

### Article 5.5.1 - Règles générales

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

**L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ces effluents sur les parcelles 95 et 96 section A.**

### Article 5.5.2 - Modalités de l'épandage

L'épandage de ces eaux de lavage est autorisé :

- uniquement sur des sols cultivés (maïs, blé),
- à plus de 100 mètres des tiers.
- avec une tonne agricole munie de bras d'épandage ne produisant pas d'aérosols.

L'épandage de ces eaux de lavage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

L'épandage des effluents d'élevage est interdit entre le 15 novembre et le 15 février.

### CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### CHAPITRE 6.2 - ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôts de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

#### Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Les bâtiments respectent les MTD relatives aux émissions dans l'air pour les élevages de volailles.

### CHAPITRE 6.3 - ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussière.

---

## TITRE 7 - DÉCHETS

---

### CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DE GESTION

#### **Article 7.1.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### **Article 7.1.2 - Stockage des déchets et sous-produits**

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

### Article 71.3 - Cas particulier des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, à température négative, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.

## TITRE 8 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

### CHAPITRE 8.1 - LE BRUIT

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par

rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

## **CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE**

### **Article 9.2.1 - Déclaration des émissions polluantes**

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets susvisé.

## **CHAPITRE 9.3 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 9.3.1 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation environnemental initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.)
- les analyses des fientes en vue de leur normalisation,
- les documents d'accompagnement commercial relatifs à la commercialisation des fientes normées,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

### **Article 9.3.2 - Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

- les superficies effectivement épandues ;
- hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues.
- les dates d'épandage, la nature des cultures, les rendements des cultures ;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations ci-dessus.

### CHAPITRE 10.1 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

#### Article 10.1.1 - Définitions

En matière d'élevage de volailles, les meilleures techniques disponibles reposent sur :

- l'application de bonnes pratiques agricoles et d'une politique interne environnementale,
- la stratégie d'alimentation des volailles,
- les usages de l'eau et l'énergie,
- les émissions : sonores, poussières, odeurs,
- la gestion des effluents : stockage, traitement, épandage,
- la surveillance des émissions,
- les émissions d'ammoniac selon le type de logement.

#### Article 10.1.2 - Mise en œuvre

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles répertoriées dans le BREF-élevages, qu'il a définies dans son dossier d'autorisation. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur :

- un système de management environnemental et suivi des évolutions concernant les techniques mises en œuvre au sein de l'élevage,
- une bonne organisation interne (présence quotidienne sur l'exploitation et contrôle régulier des équipements),
- une alimentation multi-phasage et une stratégie nutritionnelle permettant de réduire l'azote et le phosphore excrétés par les animaux,
- une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public,
- une réduction et maîtrise de la production et des rejets des eaux résiduelles,
- une utilisation rationnelle de l'énergie,
- une réduction des émissions sonores, des émissions de poussière, des odeurs
- la mise en place de technique pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement des volailles et respecter le niveau associé fixé,
- une gestion et une exploitation des stockages des fumiers aux champs permettant de réduire voire éviter les émissions dans l'air, le sol et l'eau,
- un respect du plan d'épandage,
- des mesures de surveillance des émissions, des consommations et des enregistrements.
- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris les décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de produits normés.

L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

---

## TITRE 11 - ANNEXES

---

### CHAPITRE 11.1 - PLANS

#### Article 11.1.1 - Plan général des installations autorisées

## CHAPITRE 12.1 - MODALITÉS

### Article 12.1.1 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif de DIJON.

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 12.1.2 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAINTE CROIX EN BRESSE et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de SAINTE CROIX EN BRESSE pendant une durée minimale d'un mois. Le maire de la commune de SAINTE CROIX EN BRESSE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Saône-et-Loire l'accomplissement de cette formalité.

3° le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### Article 12.1.3 - Exécution et ampliation

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de SAINTE CROIX EN BRESSE et la directrice départementale de la protection des populations par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la direction départementale de la protection des populations , à Mâcon.

Fait à Mâcon, le 6 JAN. 2021

Le préfet,

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT



# Table des matières

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....</b>	<b>2</b>
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2 - Élevage relevant de la directive IED.....	2
<b>Chapitre 1.2 - Nature des installations.....</b>	<b>3</b>
Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	3
Cette directive oblige les projets à aligner leurs performances environnementales sur celles des meilleures techniques disponibles. Ainsi, le BREF élevage définit les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'ammoniac des plus grandes exploitations.....	4
Article 1.2.2 - Situation de l'établissement.....	4
Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées.....	4
<b>Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION.....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1.5 - Modifications et cessation d'activité.....</b>	<b>5</b>
Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation.....	5
Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	5
Article 1.5.3 - Équipements abandonnés.....	5
Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacements.....	5
Article 1.5.5 - Changement d'exploitant.....	5
Article 1.5.6 - Cessation d'activité.....	5
<b>Chapitre 1.6 - Incidents ou accidents.....</b>	<b>5</b>
Article 1.6.1 - Déclaration et rapport.....	5
<b>Chapitre 1.7 - Réglementation.....</b>	<b>6</b>
Article 1.7.1 - Réglementation applicable.....	6
Article 1.7.2 - Compléments, renforcements des prescriptions.....	6
Article 1.7.3 - Respect des autres législations et réglementations.....	6
<b>TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre 2.1 - COMPLÉMENTS RENFORCEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
<b>TITRE 3 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre 3.1 - Exploitation des installations.....</b>	<b>7</b>
Article 3.1.1 - Objectifs généraux.....	7
Article 3.1.2 - Périmètre d'éloignement.....	7
<b>Chapitre 3.2 - Intégration dans le paysage - BIODIVERSITÉ.....</b>	<b>8</b>
Article 3.2.1 - Propreté.....	8
Article 3.2.2 - Biodiversité.....	8
<b>Chapitre 3.3 - Danger ou nuisance.....</b>	<b>8</b>
<b>TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES ET ACCIDENTS.....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 4.1 - PRINCIPES DIRECTEURS ET DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....</b>	<b>8</b>
Article 4.1.1 - Voies de circulation.....	8
<b>Chapitre 4.2 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....</b>	<b>8</b>
Article 4.2.1 - Protection interne.....	8
Article 4.2.2 - Protection externe.....	9
<b>Chapitre 4.3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....</b>	<b>9</b>
<b>TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 5.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....</b>	<b>9</b>

Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau.....	9
Article 5.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable.....	9
<b>Chapitre 5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES.....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 5.3 - GESTION DES EAUX USÉES.....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre 5.4 - GESTION DES EFFLUENTS.....</b>	<b>10</b>
Article 5.4.1 - Règles générales.....	10
Article 5.4.2 - Identification des effluents.....	10
Article 5.4.3 - Normalisation des fientes de volailles.....	11
<b>Chapitre 5.5 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE DES EAUX DE LAVAGE.....</b>	<b>11</b>
Article 5.5.1 - Règles générales.....	11
Article 5.5.2 - Modalités de l'épandage.....	11
L'épandage de ces eaux de lavage est interdit : .....	11
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>12</b>
Chapitre 6.1 - Dispositions générales.....	12
Chapitre 6.2 - Odeurs et gaz.....	12
Chapitre 6.3 - ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES.....	12
<b>TITRE 7 - DÉCHETS.....</b>	<b>12</b>
Chapitre 7.1 - PRINCIPES DE GESTION.....	12
Article 7.1.1 - Limitation de la production de déchets.....	12
Article 7.1.2 - Stockage des déchets et sous-produits.....	12
Article 7.1.3 - Cas particulier des cadavres d'animaux.....	13
<b>TITRE 8 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.....</b>	<b>13</b>
Chapitre 8.1 - LE BRUIT.....	13
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>13</b>
Chapitre 9.1 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	13
Chapitre 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	14
Article 9.2.1 - Déclaration des émissions polluantes.....	14
Chapitre 9.3 - documents tenus à la disposition de l'inspection.....	14
Article 9.3.1 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition.....	14
Article 9.3.2 - Cahier d'épandage.....	14
<b>TITRE 10 - DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE DIRECTIVE IED.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 10.1 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	15
Article 10.1.1 - Définitions.....	15
Article 10.1.2 - Mise en œuvre.....	15
<b>TITRE 11 - ANNEXES.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 11.1 - Plans.....	15
Article 11.1.1 - Plan général des installations autorisées.....	15
<b>TITRE 12 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....</b>	<b>16</b>
Chapitre 12.1 - Modalités.....	16
Article 12.1.1 - Délais et voies de recours.....	16
Article 12.1.2 - Publicité.....	16
Article 12.1.3 - Exécution et ampliati	16

## PLAN GÉNÉRAL DES INSTALLATIONS



